

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDÉE PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

DIRECTEUR: GIORGIO DEL VECCHIO

LE JEU DE LA MORT



Le « Gandhi des nègres », le pasteur protestant Martin Luther King, est tombé, victime d'un fanatique, à Memphis, dans le Tennessee.

Aucun cerveau habitué à penser normalement, pas même le cerveau le plus échauffé des racistes, n'aurait pu concevoir un geste plus stupide, plus anti-américain, plus inhumain.

On se demande s'il ne faudrait pas poser des limites à la liberté, à cette liberté qui permet à n'importe qui d'acheter dans les magasins armes et munitions sans être pourvu d'un certificat médical de bonne santé mentale. Car l'assassin anonyme de Martin Luther King est

à coup sûr un fou. Un fou qui a jeté de l'huile sur un feu que, depuis des années, les hommes de bonne volonté cherchent à éteindre.

Espérons que l'assassin sera identifié et puni selon la loi. Ce n'est certes pas une consolation pour la famille et les amis de King. Mais dans un pays libre et démocratique cette liberté d'enquête et ce respect de la légalité existent.

Quand on pense aux crimes accomplis par les régimes communistes en Europe orientale dans ces vingt dernières années, avant et après Staline, aux centaines de milliers d'hommes de pensée et d'action au delà du rideau de fer, des hommes qui, comme King, étaient des idéalistes amants de la liberté et de la dignité de leurs peuples, quand on pense que non pas un fou fanatique mais la magistrature organisée de l'Etat les a légalement assassinés pour les déclarer aujourd'hui légalement innocents — quand on pense qu'aucun de leurs assassins n'a été puni — alors vraiment on se console un peu que la mort de King ait soulevé au moins une immense vague d'indignation et déchaîné dans tout le monde civilisé un sentiment de solidarité émue envers lui et sa cause.

A propos des assassinés d'au delà le rideau de fer, nous ne ferons qu'un seul nom: celui de Jan Masaryk, « suicidé » le 10 mars 1948 par les sicaires du Kremlin. Son combat, à lui aussi, était juste. Lui aussi aimait son peuple comme Luther King. Mais pour les morts de l'Europe orientale, hommes politiques, écrivains, prêtres, militaires et étudiants, il n'y a eu jusqu'ici pas même la consolation d'une solidarité humaine commune. Ils se sont éteints dans l'ombre, dans le macabre silence des prisons. Sans que nul en parle, sans prières, sans tombes.

Il y avait dans le regard, les traits de Luther King, quelque chose d'infinitement triste, presque l'acceptation d'un destin qui semblait avoir décidé à l'avance sa fin prématurée.

« C'est la volonté de Dieu. Nous savions que cela pouvait arriver » a dit sa femme après la tragédie, avec une noble résignation.

Fils d'un pasteur protestant, pasteur lui-même, prix Nobel pour la paix, poète, philosophe et orateur, Martin Luther King a lutté pour l'intégration raciale avec les « méthodes silencieuses » grâce auxquelles Gandhi a mené l'Inde à l'indépendance. Son sacrifice servira certainement la cause des hommes de couleur, une cause dans laquelle Martin Luther avait su mettre beaucoup de poésie et d'idéalisme chrétien. Une larme, tant de larmes pour ce rêveur...

HORIA ROMAN

TOUR D'HORIZON



A Prague le tyran Novotny a été remplacé par le « mini-tyran » Dubcek. Après des fuites à l'étranger, des suicides (dont on ne sait pas très bien s'ils ne sont pas plutôt des assassinats), le peuple tchécoslovaque a fini de rêver sa liberté: derrière le rideau de fer, quoi qu'en pensent les jeunes étudiants, ce n'est pas un bien si facile à obtenir. Le Kremlin, promptement accouru aux frontières avec ses divisions et ses chars d'assaut, a fermé brutalement

un chapitre, une fois de plus douloureux, de l'histoire de ce peuple admirable.

On y a tout de même gagné quelque chose: les arrestations ne se feront plus à 2 heures du matin, mais à 7 heures... Et, paraît-il, avec des papiers en règle...

A Varsovie le calme règne. Les étudiants, eux aussi, ont été « invités » — à coups de matraque et lancer de bom-

bes lacrymogènes — à s'en retourner chez eux ou aux conférences. Gomulka n'a pas donné preuve de beaucoup d'imagination: il a eu recours aux arguments, un peu surannés mais toujours frappants, de Hitler et Goebbels: les coupables sont les Juifs et les cyclistes.

— Pourquoi les cyclistes?
— Pourquoi les Juifs?

Le 1er avril, la double décision du Président Johnson de retirer sa candidature aux prochaines élections et de cesser les bombardements sur le Viet-Nam a enlevé à Hanoi l'espoir de remporter au moins sur le front intérieur des Etats-Unis, la « victoire » cherchée en vain. Le geste généreux du Président a permis à l'unité nationale américaine de se reconstituer.

Qui a gagné dans le Sud-Est asiatique? Une réponse de caractère « historique » ne pourra être donnée que dans longtemps. L'enjeu, dans le conflit qui a vu s'affronter les vietnamiens du Sud et leurs alliés et le Vietnam du Nord et ses partisans, est l'avenir d'une vaste région déterminante pour l'équilibre de l'Asie. Même sans guerre, même après la signature d'accords éventuels, la « bataille » pour le Vietnam continuera sous d'autres formes. Il faudra panser les blessures et transformer l'économie du Sud en la haussant à un niveau susceptible de développements ultérieurs; il faudra renforcer les structures de cet Etat en le mettant en condi-

tion de faire front de lui-même aux dangers intérieurs et extérieurs.

Peut-être la menace de la pression communiste pèsera-t-elle encore longtemps sur le Vietnam du Sud. Mais entre temps, pour ce qui concerne la situation contingente, une évaluation objective peut être formulée sur la base des déclarations que firent les Etats-Unis au lendemain de la Conférence de Genève de 1954, quand on décida le partage du Vietnam. « Le gouvernement des Etats-Unis — avait dit alors le sous-secrétaire d'Etat M. Bedell Smith — considérerait toute reprise de l'agression... avec une sérieuse inquiétude et comme une grave menace contre l'équilibre de la situation internationale ».



De même dans la lettre envoyée par le Président Kennedy au Président du Sud-Vietnam, M. Diem, le 15 décembre 1961 (lettre qui marque le début de l'intervention des Etats-Unis) il est précisé: « Notre premier objectif est d'aider votre peuple à maintenir son indépendance... si les autorités communistes du Nord-Vietnam acceptent de mettre fin à leur campagne de destruction contre la République du Vietnam, les mesures que nous prenons... ne seront plus nécessaires... Nous essayerons de persuader les Communistes à renoncer à leur entreprise menée par la force et la subversion ».

L'objectif allié était d'empêcher que le Sud Vietnam soit absorbé par la force du Nord. L'objectif de Ho Chi

Minh, comme le prouve sa proclamation au lendemain



des accords de Genève, était de faire en sorte que « les secteurs centraux, septentrionaux et méridionaux du Vietnam » devinssent « partie intégrante du territoire de la république populaire du Vietnam ».

Aujourd'hui Hanoï accepte de traiter. Hanoï n'a pas conquis le Sud Vietnam. Le plan, de Ho Chi Min, appuyé par l'Union Soviétique et la Chine, poursuivi avec ténacité durant des années de luttes sanglantes, au prix de milliers de vies humaines, au prix du sacrifice terrible de son peuple, n'a pas réussi.

* * *

Le « Figaro littéraire » publie sous la signature de Bernard Pivot, une interview de Denis de Rougemont. Une conversation de grande envergure qui dévoile aussi bien le profil littéraire que le profil politique du fondateur du « Centre Européen de la Culture » de Genève.

Parlant des dix premières années, entre les deux guerres, de 1920 à 1930, Denis de Rougemont remarque:

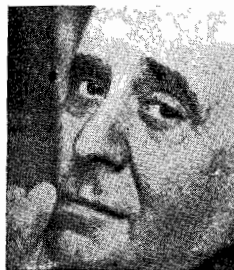
« On voit bien aujourd' hui que deux mouvements d'idées, deux prises de conscience de l'époque ont marqué ce qu'on appelait l'entre-deux guerres: le surréalisme dans les années 20, le personalisme dans les années 30. Le premier a formé la sensibilité de plu-

sieurs générations, dont la mienne. Le second a préparé la Résistance qui engendrera le fédéralisme européen ». — *Mais l'Europe, justement où en est-elle?* — demande le journaliste. Et Denis de Rougemont précise:

« A cela, je réponds aujourd'hui trois choses. Premièrement, il faut faire l'Europe, car elle sera unie ou colonisée. C'était déjà, en 1948, le texte de la bande pour mon petit livre « L'Europe en jeu ». Deuxièmement, on ne peut pas la faire sur la base des nations, car les nations, toutes, sans exception, ne veulent rien abandonner de leurs prérogatives, et il serait vain d'espérer le contraire. Troisièmement, l'Europe, il faut la faire sur la base des régions, telles que l'économie moderne les dessine, telles aussi que la culture les crée, autour des universités. Ces régions-là, par dessus les frontières, devront obligatoirement nouer des liens entre elles. Ce sont des nécessités économiques et culturelles qui feront l'Europe ».

* * *

Il est clair, maintenant, selon de précises informations parvenues de Prague, que Jan Masaryk, ministre des affaires étrangères en 1948, ne s'est pas suicidé mais a été tué par trois agents de la police secrète. Ce que l'on soupçonna pendant 20 ans est donc confirmé sans équivoque. Les choses vont-elles changer en Tchécoslovaquie avec le « nouveau cours des événements »? Espérons-le.



L'ESPAGNE à L'EUROPE

Un des pays
les plus étroitement
liés à l'histoire
de notre continent

On parle beaucoup de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun mais on se soucie peu d'un pays bien plus étroitement lié à l'histoire de l'Europe: l'Espagne ouverte sur l'Atlantique et la Méditerranée, extrémité sud-ouest de notre continent qu'elle sauva des Arabes et enrichit d'un Nouveau Monde. Il est vrai que la péninsule ibérique, est restée étrangère ou presque aux récentes vicissitudes de notre histoire. Ce qui ne fut pas la faute de l'Espagne mais bien celle de l'Angleterre et de Churchill personnellement lorsque, tout de suite après la guerre, il attaqua de nouveau violemment un peuple qui, sagement, avait du conserver sa neutralité. Mais si le Portugal a choisi l'autarcie pour assurer la pérennité de son régime, l'Espagne est aujourd'hui un pays entièrement ouvert vers l'Europe auquel elle est anxieuse de se joindre. Le ministre des affaires étrangères espagnol, en poste depuis dix ans, travaille activement et ouvertement pour l'association de l'Espagne au Marché commun et déplore publiquement la lenteur des négociations. L'Europe est devenue le problème majeur du gouvernement et de l'opinion publique espagnols.

Le puissant mobile
qui pousse
l'Espagne vers l'Europe

Mais contrairement à l'Angleterre qui ne cherche à forcer l'entrée de la Communauté que pour redresser son économie compromise, l'Espagne s'est engagée sur la voie de l'Europe poussée par un mobile peut-être moins pressant, mais à coup sûr plus puissant. C'est ainsi, qu'en effet, elle se libérerait de la pression américaine, et des vieux cadres institutionnels qui ne pourront se transformer sans désordre qu'à travers une évolution économique parallèle.

La pression
américaine est lourde

La pression américaine est particulièrement lourde en Espagne. Les investissements industriels, trois centrales nucléaires, les bases militaires américaines (Rota, en particulier, pour les sous-marins atomiques), sont des emprises d'une telle envergure qu'elles ne pouvaient manquer de réveiller la conscience nationale et la volonté d'autonomie du peuple peut-être le plus fier et le plus rebelle d'Europe (et si la péninsule ibérique a fini par choisir, en Espagne comme au Portugal, un régime auquel elle est restée soumise depuis 25 ans, c'est sans doute qu'un gouvernement « national » lui a paru plus aisément supportable qu'une démocratie trop ouverte aux influences étrangères). Toutefois la technologie impose des associations avec l'extérieur: et si la Communauté européenne n'accueille pas l'Espagne, celle-ci n'a plus d'autre alternative que la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis ou — ce qui serait pire — vis à vis de l'Union Soviétique.

Après avoir
colonisé l'Amérique

Les Espagnols savent que leur Pays ne pourra conserver longtemps les habitudes, les traditions, le catéchisme et les cadres d'une société conservatrice ancrée à des vieux mythes politiques. Qui dit régime fort dit autarcie et qui dit autarcie dit retrait du monde moderne. Et la croissance économique ne peut se cantonner dans le domaine de la technique. Cette croissance économique est déjà en acte, en Espagne. Elle est même assez spectaculaire. En multipliant les échanges commerciaux avec l'extérieur, en accueillant les capitaux étrangers et en créant des sociétés multinationales l'Espagne a redressé son économie stagnante sur un rythme supérieur même à celui de l'Italie et qui n'est inférieur qu'à celui du Japon. Le processus est désormais irréversible. Et le niveau de vie amélioré implique la nécessité des grands horizons politiques.

L'Espagne veut engager un ample dialogue avec l'Europe. Après avoir jadis colonisé l'Amérique, elle ne peut ni ne doit être contrainte à devenir, comme l'on dit pudiquement à l'époque démocratique, un *pays d'influence américaine*.

A.P.G.

Les problèmes de la main d'oeuvre dans le Marché Commun

Nous publions ci-dessous la 1ère partie d'un rapport présenté par Madame Marcelle Lazard, Secrétaire Générale de la Maison de l'Europe de Paris, Présidente de la Commission Féminine du Mouvement Européen, au cours du Colloque Européen organisé le 25 novembre 1966 par l'Amicale Internationale des Elues Municipales.

L'Europe actuelle s'élabore à partir de sociétés figées sur des positions nationales, rigides dans ses structures inadaptées aux impératifs du progrès humain, dans un milieu humain enraciné, sédentaire, craintif; l'Europe s'élabore alors que des bouleversements politiques, économiques, techniques sont en train de faire éclater, de remettre en question non seulement nos sociétés, mais aussi nos conceptions, nos habitudes, les bases des rapports entre individus et groupes sociaux et exigent une adaptation du cadre des formes et de nos esprits en fonction des réalités de la situation.

L'Europe que nous

voulons :

une société ouverte

L'Europe que nous voulons, nous la concevons comme une société ouverte, société dépassant, rejetant les nationalismes rivaux dans lesquels, après le grand élan libéral et fraternel qui donna le ton au début du XIXème siècle, devaient s'abîmer les nations rivales et concurrentes.

Cette société, nous la voulons appuyée sur deux valeurs essentielles, la *solidarité* que nous nommerons aussi l'interdépendance, la *liberté* qui postule, en premier lieu, la libre circulation des hommes, des idées et des biens.

1951, puis 1957 ont vu se réaliser les bases positives de la création européenne, sa charpente vitale, d'abord par la CECA puis par le Traité de Communauté Economique Européenne.

Cette Communauté a pour objet:

1) d'établir entre les six pays membres une union douanière, complétée par une politique commerciale commune à l'égard des pays tiers.

2) de réaliser une politique économique commune dans les différents secteurs: agriculture, transports, industrie, etc...

Le réalisation de ces objectifs entraîne la libre circulation, à l'intérieur de la communauté, des marchandises, des capitaux et des travailleurs.

La Communauté Economique Européenne, imposée par les impératifs d'une adaptation de nos économies à leurs objectifs actuels et par la poussée du progrès technique qui conjointement exigent de vastes investissements et un marché élargi, nécessite des transformations, des abandons, des disciplines, qui affecteront inévitablement plus ou moins profondément le mode de vie des travailleurs ce qui si on n'y avise pas et ne sait par prendre les précautions indispensables, peut influencer très profondément l'équilibre spirituel et politique, le destin même de nos peuples et compromettre — sinon anéantir — tout l'effort péniblement poursuivi par les Européens.

Mais c'est sur la libre circulation des travailleurs que nous voudrions attirer l'attention car il s'agit là de problèmes qui ne peuvent nous laisser indifférentes.

Si la mobilité ouvrière s'inscrit en fait dans une tradition déjà lointaine, elle ne se présente plus, comme au début du XIXème siècle, avec la menace de la fatalité, elle ne s'impose pas à l'esprit des hommes de notre génération comme l'évasion inexorable de l'homme en quête de son pain quotidien; elle lui apparaît cependant une menace à sa tranquillité, à sa sécurité.

C'est parce que l'éventualité est menaçante, parce que les déplacements de travailleurs réalisés dans le cadre de la CECA se sont heurtés à des résistances, à des difficultés, à des oppositions de tous ordres, que je suis persuadée que nous avons une action à mener sur deux plans différents bien que complémentaires:

1) le plan spirituel et moral, en s'efforçant de renouer le fil de la tradition internationaliste du monde du travail.

2) le plan matériel, par l'élaboration et

la réalisation d'un ensemble de sécurités, de réglementations communes, éliminant la menace et l'angoisse et promouvant au contraire les bases d'une amélioration des conditions déjà acquises.

En effet, déplacer d'un pays à un autre de la Communauté des êtres humains est une tâche complexe qu'on ne peut envisager sous le seul angle de l'instrument de production représenté par le travailleur. *Il ne s'agit pas d'une machine, mais d'un homme.* Le rôle des femmes assumant des responsabilités sur le plan communal, départemental, voire national, n'est-il pas de veiller à ce qu'il soit tenu compte de cette vérité élémentaire: le facteur humain du travail doit être traité différemment des facteurs matériels de ce même travail: machines, marchandises, capitaux. Il y a des données morale, sociales, psychologiques, sur lesquelles on n'attirera jamais assez l'attention, au moment où l'organisation technique européenne va prendre un tournant décisif.

Pourquoi et comment la C.E.E. pose le problème de la circulation des travailleurs

1) Elle est formellement prévue par le Traité: chapitre 1er, article 48:

« la libre circulation des travailleurs est assurée à l'intérieur de la Communauté au plus tard à l'expiration de la période de transition. Elle implique l'abolition de toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des Etats membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail ».

Mais si les conditions à la libre circulation doivent être entièrement réunies à la fin de la période transitoire l'article 49 stipule que c'est:

« dès l'entrée en vigueur du Traité que le Conseil arrête (sur proposition de la Commission et après consultation du Comité Economique et Social) par voie de directives ou de règlements, les mesures nécessaires en vue de réaliser progressivement la libre circulation des travailleurs ».

2) Elle peut être une conséquence de la politique d'expansion économique et de spécialisation des industries qu'entraînera la mise en oeuvre du Traité.

Elle apparaîtra, en premier lieu, comme un des moyens de résorber le chômage dans des pays qui, faute de ressources suffisantes, souffrent d'un chômage endémique, telle l'Italie.

Ensuite, il est bien certain qu'on tendra vers une meilleure division internationale du travail et que celle-ci amènera inévitable-

ment la cessation d'activité de certaines entreprises mal placées dans un pays donné, pour transférer l'effort vers d'autres secteurs d'activité dans lesquels ce pays sera relativement mieux placé.

Les travailleurs de ces entreprises seront donc contraints, pour demeurer dans leur spécialité, à se *déplacer* eux aussi

Les migrations intérieures

C'est cette reconversion des entreprises qui risque d'entraîner les travailleurs — plus qu'ils ne le souhaiteraient — à certaines migrations intérieures.

Remarquons le caractère extrêmement prudent du Traité qui multiplie à tel point les étapes provisoires, les épreuves probatoires, que nous n'avons pas à craindre des mutations brusques.

Ceci est assez rassurant mais ne doit pas suffire à endormir notre vigilance: si les préoccupations d'ordre technocratique et matérialiste l'emportaient dans les structures économiques de demain, les déplacements de main-d'oeuvre pourraient entraîner de regrettables et funestes conséquences.

1) *Une des craintes* les plus communément répandues dans le grand public est que les travailleurs nationaux de tel ou tel secteur soient atteints par l'afflux de main-d'oeuvre étrangère. Il suffit de prendre les précautions prévues par l'harmonisation des salaires, pour que les employeurs n'aient aucun intérêt à faire appel à des travailleurs immigrés, sauf dans le cas où il s'agirait de faire occuper des postes restés effectivement disponibles.

2) Le principal inconvénient des déplacements de main-d'oeuvre, c'est le *déracinement des êtres humains*.

Ceux-ci sont certes des producteurs, mais ils ne sont pas réductibles à cette seule qualification, et on n'a pas résolu les problèmes les concernant quand on leur a assuré un travail conforme à leurs aptitudes, leur formation, leur compétence ou leurs goûts. Et cela, même si on arrivait à les transplanter avec tout le reste de leur entreprise.

Gardons-nous d'oublier « qu'enlever un être humain à son milieu national et social, à sa famille, à son climat physique et moral, constitue une aventure qui peut comporter pour le travailleur ainsi transféré et pour sa famille des difficultés, des souffrances et des risques », comme le soulignait en son temps la Ligue Européenne de Coopération Economique. Ceci nous impose des précautions, des attentions, de la prudence.

L'être humain appartient en effet à la société humaine par tout un ensemble de communautés diverses et multiples. Et il est bon qu'il en soit ainsi.

Il est bon qu'il soit citoyen d'une commune: son village ou sa ville, auquel le lien tant de traditions sans parler des liens familiaux. Même si le travailleur s'en va avec sa femme et ses enfants, il rompra les liens avec sa plus grande famille: ascendants et collatéraux.

S'il s'en va, il rompra ainsi avec sa province, sa région, c'est-à-dire avec tout un ensemble de coutumes, de manières de vivre, dont la disparition n'est nullement souhaitable: car rien ne serait aussi attristant qu'une Europe qui ne présenterait plus l'harmonieuse diversité de ses régions ou de ses pays, mais rechercherait une uniformité standardisée et banale.

Notre travailleur en se transplantant, connaîtra encore d'autres difficultés comme celle de la *langue* qui est un facteur de dépaysement considérable ou celle de l'*organisation syndicale* à laquelle certains sont très attachés.

Des liens plus nombreux à l'intérieur de la Communauté

L'Européen, de façon générale, se résigne mal à des déplacements qui prennent pour lui l'allure d'exil. Des exemples récents le prouvent: on a vu, dans le cadre d'un pays comme la France — et non dans le cadre européen — des ouvriers réclamer des abaissements de salaire afin d'éviter à l'entreprise qui les employait de fermer ses portes. Cela plutôt que de se déplacer à 500 kms, tous frais payés, pour toucher des salaires plus élevés dans une entreprise mieux placée!...

Cette répugnance à l'émigration peut contraindre à payer, pour toucher des salaires plus élevés, à rassurer ceux qui redoutent que l'immigration étrangère ne mette en péril le plein emploi; mais elle constitue un facteur dont il faut tenir compte.

Nous pensons qu'il est souhaitable que des liens de plus en plus nombreux se tissent entre les membres de la Communauté Européenne, que les hommes se connaissent mieux, qu'ils aient l'impression de plus en plus consciente d'appartenir à la même communauté de destin. Mais si nous estimons que les échanges de jeunes travailleurs de pays à pays sont une chose excellente, si nous souhaitons des séjours prolongés dans les autres territoires, nous pensons que l'Europe doit s'organiser dans des communes et des régions fortement structurées dans lesquelles les êtres humains soient enracinés.

C'est pourquoi nous souhaitons que les migrations intérieures soient l'exception.

D'ailleurs, si l'on ne prend pas les mesures appropriées dont nous parlerons plus loin, le danger qui nous menace c'est de voir les régions les plus industrialisées et les plus peuplées de l'Europe jouer le rôle de pompe aspirante et attirer à elles les travailleurs des régions pauvres et moins développées, accroissant naturellement le déséquilibre qui existe déjà aujourd'hui entre des régions telles que le Nord et le Midi de la France, le Nord et le Midi de l'Italie, pour ne citer que ces exemples les plus connus.

La création de la Communauté Economique Européenne ne doit pas accentuer cette disparité.

Ses promoteurs l'ont bien senti lorsqu'ils ont prévu l'existence d'une Banque Européenne d'Investissement. Parmi les objectifs de cette banque, nous pouvons noter qu'elle: «facilite par l'octroi de prêts et de garanties, sans poursuivre de but lucratif, les projets envisageant la mise en valeur de régions moins développées», comme ceux qui visent: «la modernisation ou la conversion d'entreprises ou la création d'activités nouvelles qu'exige l'existence du Marché Commun».

Nous pensons qu'une action régionale pour la mise en valeur des régions européennes est susceptible d'intéresser tout particulièrement les élus municipales en raison de la possibilité qu'elle apporte en vue de régler les problèmes économiques avec le minimum de déplacement de main-d'oeuvre et en satisfaisant par conséquent nos préoccupations sociales et familiales.

Mais il est probable qu'on n'évitera pas totalement ces migrations.

Si celles-ci doivent avoir lieu, il faut absolument que des soucis autres que ceux qu'exige la productivité y tiennent une place importante.

Sans doute le «Fonds social Européen» prévoit-il une aide financière pour la réinstallation des travailleurs et les difficultés qu'entraînerait pour eux la reconversion des entreprises. Ce fonds social européen est destiné à couvrir les frais afférents:

1) au *réemploi productif des travailleurs*: rééducation professionnelle; indemnités de réinstallations.

2) à octroyer des aides aux travailleurs privés partiellement ou totalement de leur emploi, du fait de conversions d'entreprises pour leur permettre de maintenir leur niveau de vie en attendant un réemploi.

Cependant, il est précisé que l'octroi de l'indemnité de réinstallation est subordonné à la nécessité pour le travailleur de changer de domicile et à l'affectation à un emploi dans la nouvelle branche de réadaptation depuis au moins 6 mois.

PEINTS PAR EUX - MÊMES

par

C. M. - T

Le Département de Recherche du parti conservateur a publié il y a quelque temps un pamphlet intitulé « Mots à manger » (Words for eating), dans lequel M. Wilson, M. Brown et M. Callaghan, les trois leaders importants du gouvernement, sont présentés à travers leurs propres affirmations faites dans des discours ou des déclarations pendant ces dernières années.

Le pamphlet publie environ 400 citations qui selon le parti conservateur « racontent une histoire de duplicité, de parler à double sens, de myopie politique et de faux jugement ».

Il y a aussi des citations qui intéressent l'Europe et les européistes au plus haut degré car elles donnent une chance à ces candidats à l'europeisme de se définir eux-mêmes en face du problème qu'ils prétendent poser à la conscience européenne :

On veut entrer dans une communauté européenne, mais on n'a pas foi dans l'avenir de l'Occident et pas confiance en l'Allemagne :

« Je n'ai pas le moindre doute que les mesures économiques et les mesures socialistes qu'on trouvera dans les pays de l'Europe de l'Est deviendront de plus en plus puissantes contre la société sans plan et non-coordonnée dans laquelle l'Occident vit à présent ».

(M. Callaghan, Hansard, 15 déc. 1960).

« Tout doit allemand sur la gâchette nucléaire sera dans mon opinion non seulement rejeté par les Britanniques, mais rendra plus difficile une entente entre la Russie et l'Ouest ».

(M. Wilson, Huyton, 1-er déc. 1963).

On veut entrer dans le Marché Commun avec l'intention de modifier la structure et la direction de cet organisme :

« Nous faisons partie de l'Europe... L'influence que nous pourrions exercer à l'intérieur de la Communauté, l'influence que

nous pourrions exercer quant aux choses qui nous tiennent au coeur et la différence que nous pourrions faire quant à la manière dont elle est dirigée, sont toutes des raisons importantes à considérer pour y entrer ».

(M. Brown, Hansard, 7 juin, 1962).

L'Angleterre tourne le dos au Marché Commun

« Quelle que soit notre attitude, nous sommes tous d'accord sur ceci : nous n'allons, dans quelques termes que ce soit, joindre aucun club du riche. Ceci veut dire tourner le dos au reste du monde ».

(M. Wilson, Brighton, 1-er octobre, 1962).

L'Angleterre pose ses conditions au Marché Commun :

« Il n'y a pas de raison de croire que les circonstances qui ont mené à l'insuccès des négociations de Bruxelles aient changé. La position du gouvernement de Sa Majesté est et restera que : si une occasion favorable pour négocier l'entrée dans la Communauté Européenne se présentait, nous serions prêts à négocier si et seulement si les conditions nécessaires quant aux intérêts de la Grande Bretagne et du Commonwealth, étaient remplies ».

(M. Wilson, Hansard, 16 février, 1965).

Un an plus tard, ces conditions sont précisées :

« Et ces conditions-là demandent que nous soyons libres de continuer à acheter des aliments et des matières premières, comme nous le faisons depuis 100 ans, sur les marchés les moins chers — au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans d'autres pays du Commonwealth — et non pas avoir ce commerce ruiné par des contributions que les Conservateurs sont si enclins à imposer ».

(M. Wilson, Bristol, 18 mars, 1966).

De 1960 jusqu'à présent, la grandeur militaire mondiale reste un objectif travailliste :

« Nous croyons que dans la situation actuelle du monde nous avons besoin d'une Marine plus efficace... La Marine Royale n'est pas adéquate pour nos besoins des années soixante. Elle a été réduite dans une proportion dangereuse. Je crois que nous aurons besoin de développer le programme de construction maritime ».

(M. Wilson, Plymouth, 27 septembre, 1964).

« Si nous devons déployer notre influence entière dans le monde, je regarderais, quant à moi, 1000 hommes à l'Est de Suez avec la plus complète possibilité de mobilité, comme préférables à d'autres 1000 hommes en Allemagne ».

(M. Wilson, Hansard, 16 janvier, 1964).

« Quant à la Défense, la Grande Bretagne doit avoir un rôle mondial. Notre possibilité de jouer ce rôle ne doit pas être sacrifiée dans le processus nécessaire dans lequel nous nous sommes engagés, pour mettre nos dépenses militaires en relation avec les réalités de la situation économique ».

(M. Wilson, Financial Times, 8 janvier, 1965).

N.B. : Le récent Livre Blanc sur la Défense, devrait donc être jugé dans la lumière du principe énoncé dans cette déclaration.

« Cependant qu'il y aura toujours un argument sur la nature du navire qui devrait se trouver à la disposition de la Marine, il ne peut y avoir dans l'avenir à envisager, aucun argument quant au besoin d'une Marine puissante pour protéger le commerce du pays et les autres intérêts ».

(M. Callaghan, Southampton, 14 mars, 1966).

Principe de grandeur mondiale proclamé ouvertement :

« Nous sommes une puissance mondiale, et une influence mondiale ou nous ne sommes rien ».

(M. Wilson, Londres, 16 novembre, 1964).

« Je voudrais que l'on se rappelle de moi comme de l'homme qui a permis à la Grande Bretagne de rester sur ses propres pieds et lui a fait exercer un rôle de leader dans le Commonwealth Britannique ».

(M. Wilson, New-York, 14 avril, 1965 cité par « Sun » le 17 avril, 1965).

La stagnation de la production est présentée au peuple comme une mesure imposée par les capitalistes étrangers :

« Nous avons été obligés de ralentir la productivité, car les étrangers possesseurs de livres sterling nous ont imposé cette mesure ».

(M. Wilson, à la Radio, 18 mars, 1966).

Quelles que soient les entorses du gouvernement travaillistes, l'accomplissement du programme socialiste avec l'argent d'autrui, reste son principe :

« Nous ne pouvons pas compromettre notre propre programme pour mettre la balance de paiements en équilibre vers la fin de cette année ».

(M. Wilson, Aberdeen, 22 avril, 1966).

N.B. : On sait que M. Wilson a tenu sa promesse : avec l'argent obtenu à l'étranger il continue le processus de socialisation du pays.

Si on essaie de se faire une image juste du gouvernement de M. Wilson à travers ces quelques citations essentielles, afin d'encadrer cette image dans le soi-disant problème européen posé par la demande de la Grande Bretagne, on n'a pas besoin de parti pris pour comprendre qu'il s'agit d'un gouvernement socialiste avant tout, et ceci dans le sens qu'il est prêt à utiliser tout moyen pour sauvegarder son programme, y compris l'entrée dans le Marché Commun.

On n'a pas de peine à comprendre, non plus, qu'il s'agit d'un gouvernement encore profondément attaché aux principes impériaux britanniques du XIXe siècle, car la puissance militaire et l'influence mondiale, aussi bien que la politique dans le cadre du Commonwealth, sont les principes de base. Toute autre mesure d'apparence contraire ne serait donc que des faux-semblants destinés à convaincre les crédettes étrangers et les Six que le gouvernement s'est engagé dans une voie qui le rapproche de l'Europe.

Quant aux conditions que le gouvernement travailliste entend poser au Marché Commun, seulement les naïfs peuvent s'imaginer en Europe qu'ils auraient renoncé à cette attitude : ces conditions seraient posées au plus tard après l'admission dans la Communauté, lorsque la puissance d'obstruction du gouvernement serait une grave menace pour l'existence même de la Communauté.

πάντα ῥεῖ



Voici l'Ephèbe de Selinunte. Né cinq cents ans av. J.-C. Hauteur 85 cm. Bronze. Découvert en 1886 dans les ruines de Selinunte, en Sicile. Volé le 31 octobre 1962 au Musée de Castelvetro. Revenu au bercail il y a quelques jours, après des péripéties qui ont vu s'affronter la Mafia et l'Interpol. Le cerveau de l'opération « récupération » : un Italien énergique, le professeur Rodolfo Siviero, bien connu pour avoir fait revenir en Italie nombre d'oeuvres d'art qui, pendant la dernière guerre, avaient « choisi la liberté » dans des conditions généralement peu orthodoxes.

Paternité de l'Ephèbe? On parle de Phidias. Ce qui fait qu'il peut être évalué un milliard, ou dix, ou davantage.

Les voleurs l'avaient dérobé pour le compte d'un Américain qui leur avait offert un peu moins de mille dollars. Mais le lendemain de leur exploit, en lisant les journaux, ils comprirent quelle était la valeur colossale de leur butin.

Commença alors une aventure qui devait durer six ans, de 1962 à ce jour et qui pourrait être le canevas d'un film policier d'envergure. On y voit en effet se déployer dans toute leur ampleur les forces naturelles (un

tremblement de terre en Sicile qui avait enseveli l'Ephèbe une seconde fois), et les « forces de l'ordre » avec coups de feu et poursuites dans les rues de Foligno d'où, dans un pur climat à la Hightcock, le bel adolescent grec s'en retourna chez lui au milieu de la curiosité mi-distraite mi-indifférente des Italiens qui en ont évidemment vu bien d'autres. Espérons qu'il sera dorénavant un peu mieux gardé.

Que le lecteur ne se méprenne point: si nous parlons de la « curiosité mi-indifférente, mi-distraite » des italiens, ce n'est pas pour les en blâmer. Nous aimons beaucoup le peuple italien qui voit souvent si loin et pour qui les 2500 ans écoulés depuis la naissance de l'Ephèbe sont trop... ou trop peu. Le patrimoine de gloires et de ruines sur lequel s'est construit notre continent, si vieux sur le calendrier mais toujours si jeune d'esprit et d'ardeur, nous permet certaines distractions, certaines indifférences et tant de générosités.

Mais ce qui n'était pas permis aux voleurs siciliens c'était de « vendre » l'oeuvre de Phidias qui n'appartient ni à l'Italie ni à la Grèce, mais à l'Europe. A l'Europe qui n'a jamais été en vente.

Paul VI et le général de Gaulle ont bien fait d'envoyer la « Pietà » et la « Joconde » de l'autre côté de l'océan. Le monde doit nous connaître à travers le Vinci, Michel-Ange, Goya, Gauguin, Chopin, Beethoven et tant d'autres grands esprits créateurs de notre Europe. Mais il ne doit pas oublier qu'ils sont bien à nous et rien qu'à nous.

* * *

Nous l'avons vu, un soir de 1946, dans toute sa splendeur, l'Ephèbe de Selinunte. Il semblait regarder, de ses yeux las et immobiles, le vieux temple de Junon: poignante image automnale de l'antique colonie doriennne. L'Italie était alors bouleversée par la défaite. Mais l'Ephèbe souriait. Avec le scepticisme et la sagesse du vieux monde hellénique: **panta rei**, tout passe.

Et voilà qu'il a fait, lui aussi, une escapade d'un peu moins de six ans, après tant de siècles de « conduite exemplaire ».

Pardonnons-lui, et pardonnons à ses voleurs. En réalité il n'y a pas eu de défilé. Ni l'Europe, ni son esprit ne peuvent être « volés » ou « achetés ». Même quand les voleurs sont des Européens qui « travaillent » pour le compte des Américains, des Russes ou autres « étrangers ».

H. R.

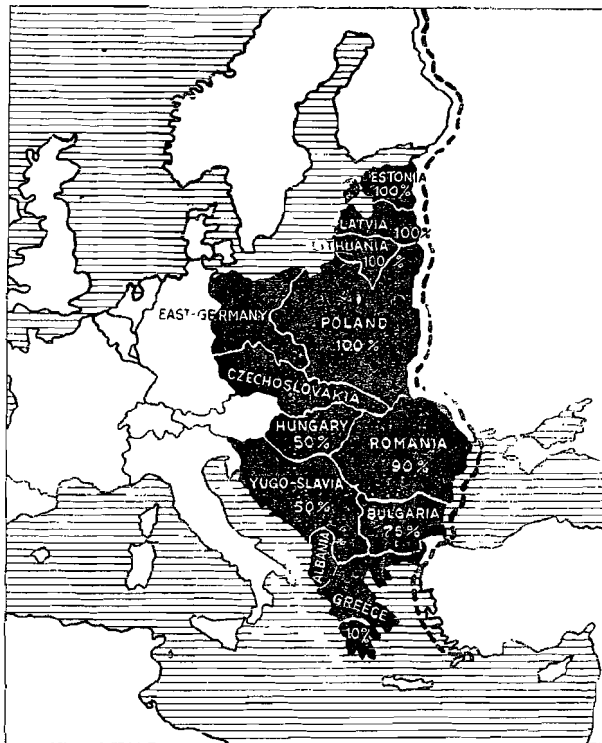
number 4

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW « BULLETTIN EUROPEEN »

ROME

APRIL 1968



REACTION TO JOHNSON'S SHOCK ANNOUNCEMENTS

London, April 1

For some people April Fools Day began with what they first felt was the most bizarre hoax of the century: President Lyndon Johnson would not seek re-election to the presidency.

That feeling was soon quashed, and the reaction from much of the world to Johnson's political decision and the halt to most of the bombing of North Vietnam was one of hope that Vietnam peace prospects had become brighter.

But Hanoi and Peking were silent about both decisions hours after Johnson announced them on radio and television. Moscow's first reaction was not good. Its reaction to both decisions was summed up in the headline put out by Tass, the Soviet news agency: "President Johnson is manoeuvring".

Europeans and Asians welcomed Johnson's moves to de-escalate the Vietnam war but some Southeast Asian leaders expressed wary anxiety over a possible threat to their countries from resurgent communism.

Few cared to comment publicly on the President's decision to withdraw from the electoral

campaign on the grounds that it was an internal political matter.

But some British officials expressed private worry that Johnson's rule will now be that of a lame-duck administration which might bring inter-allied decision-making to a grinding halt until January.

WORLD REACTION

Saigon

Reaction among South Vietnamese politicians was one of shock and disbelief. One senator, refusing to believe Johnson had made such a statement, said "he is not the type to surrender".

In Wellington, New Zealand, where he is attending a Southeast Asia Treaty Organization (SEATO) meeting, South Vietnamese Foreign Minister Tran Van Do said the United States did not consult his government on the decision to halt the bombing.

Moscow

Tass, the Soviet news agency, said Johnson

did not go far enough in ordering a partial halt to the bombing. Of Johnsons decision not to seek re-election it said "The American President wanted to mislead world public opinion, which condemns the war in Vietnam, while disclaiming personal blame for the aggression".

Vatican City

The Vatican City paper Osservatore Romano expressed the hope that the decision on bombing would lead to sincere and honest negotiations. One Vatican source said it was an excellent step, providing "a chance to see if there is goodwill on the other side, as we hope there is".

The British government officially applauded the President's Vietnam peace gesture in ordering a partial pause in the bombing. A statement from Prime Minister Wilson's headquarters promised that Britain will do its share in trying to get a peace conference started as soon as possible. The statement said:

"Her Majesty's government welcome the statement by the President of the United States about the Vietnam war, particularly the decision of the United States government to cut back the bombing of North Vietnam.

"They believe that this should offer a further opportunity of achieving a just and honorable peace, and for their part are examining urgently how best they can respond to President Johnson's invitation to exert their influence to end the conflict".

FEARS

But in Kuala Lumpur, which fears a Communist threat to its existence. Malaysian Prime Minister Tunku Abdul Rahman said:

"I hope from this decision (to halt the bombing) that the Americans do not mean to give up the fight to preserve democracy against communism".

He added: "Vietnam is very important to the security of this part of the world".

Some American commentators expressed the opinion that with Johnson out of the race, the electoral contest in November will now be between Sen. Kennedy and former Vice-President Richard M. Nixon.

But the Washington correspondent of the London Daily Mail said the President's withdrawal "leaves the American political scene in complete turmoil".

Although the news came too late for editorial comment, it was the top in newspapers and radio and television broadcasts from Britain to New Zealand.

Japanese officials welcomed the Vietnam announcement but declined comment on Johnson's political decision.

In France commentators on the state radio spoke of the President's "pathetic decision" which hit Paris like a bombshell. There was no immediate official reaction but the Vietnam announcement falls squarely in line with the French government's feelings as expressed for months.

The French have been passing on to Washington word from Hanoi that talks could begin quickly. De Gaulle has said that a final solution to the American withdrawal so that the Vietnamese, North and South, can settle their own affairs.

PLEASED

In Boston, retired General James M. Gavin, former U.S. ambassador to France and a critic of Johnsons war policies said:

"It looks like Nixon is the only hawk left in the field. I am pleased that he (Johnson) will not run. I resigned from a state Democratic committee last summer because I could not support this man (Johnson). If he goes ahead with it, it will be a very statesman-like act".

In Italy the news came too late for newspapers to publish more than the bare announcement without comment. The ANSA news agency said:

"President Johnson's decision on a de-escalation in the Vietnam war has been received with relief in the circles of the Italian presidency. The road is now open to negotiation which should lead quickly to a just peace respecting the independence and freedom of the Vietnamese people".

Mariano Rumor, secretary general of the ruling Italian Christian Democratic Party, called the bombing pause "a wise and courageous decision, worthy of the great American democracy, not positively backing the American decision would mean to assume heavy responsibility of proceeding with a war full of sufferings and risks".

Francesco De Martino, co-secretary of the Italian bombing pause "a wise and courageous decision, but regretted that it had not been taken earlier.

"President Johnson's decision is a victory of the peace forces in the United States and in every part of the world", he added.

Israel

Israeli afternoon newspapers praised President Johnson as "Israel's staunch friend" and devoted banner headlines to his decision not to run again.

The influential daily Maariv wrote in an editorial: "In the history of Israel.... President

Johnson has written a golden page. Israel owes him a great debt for his friendship ».

RFK BOOST

Bangkok

Thai Prime Minister Thanon Kittichachorn said he feared Robert F. Kennedy would become president of the United States. "If Sen. Kennedy wins, U.S. policy in Southeast Asia will change greatly and the free world nations of Southeast Asia will be left on their own", he said.

Australian Prime Minister John Gorton said

his nation regarded the decision to de-escalate as a further exhibition of willingness to engage in peace talks.

"Johnson's statement—reemphasized two important aspects of the approach by the United States", Gorton said. "One is that the U.S. is firmly resolved to continue the military struggle to a point where it becomes recognized that talks designed to secure a just and lasting peace must take place.

"The other that the U.S. is prepared now, as it has been prepared in the past, to enter into such talks at once and is prepared to make concessions in an effort to bring about such talks".

ROBERT KENNEDY and peace cause

New York, April 1 (UPI)

Senator Robert F. Kennedy congratulated President Lyndon Johnson today on his "magnanimous" decision to withdraw from the Presidential race. He urged a meeting "to discuss how we might work together in the interests of national unity".

In a nationally televised and broadcast press conference statement, the New York senator whom Johnson catapulted into a frontrunning position for the Democratic nomination noted that Vice President Hubert H. Humphrey had a "distinguished record" but would have to answer for himself on whether he was now a prospective presidential nominee.

mented of the months ahead before the Democratic National Convention in August.

"I think we've seen in the last six weeks what can happen in political life", he added wryly.

Asked if he thought Johnson might accept a draft, Kennedy said he took the President "at his word that he is not going to submit to a draft". He said he sent a telegram to the White House asking to meet with Johnson as soon as the President made his announcement last night.

PEACE CAUSE

Kennedy said he believed the cause of peace could be furthered by de-escalation and "negotiations with all parties" — a reference to his belief that peace will not be achieved until the Vietcong is invited to the peace table.

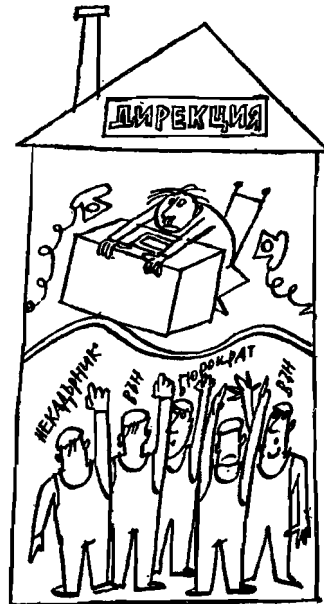
The senator injected a new note into his views on achieving a settlement in Vietnam by saying there was need for a negotiated peace that realistically takes into account the need for "all Vietnamese and only Vietnamese" to settle the future of their country".

"I am hopeful that the action announced last night will prove to be a step toward peace", he said.

"It will not only be how we will survive but whether we survive this century", he said.

Kennedy, in answer to questions, made it clear that he did not think Johnson's withdrawal had left him in the position of "shadow boxing".

"It's a long road to Chicago", Kennedy com-



Economic reform is to encourage initiative from below: « Out with him! »

STURSHEL (Sofia)

HUNGARIANS WHO HEL

IMRE K

Soviet leaders have rarely credited outsiders with any help in the achievement of the Bolshevik victory in Russia. However, the precedent was broken on the 20th anniversary of Hungary's "liberation" by the Soviet armies. In an address to the Hungarian Parliament on April 3, 1965, Anastas Mikoyan, then Chairman of the Supreme Soviet Presidium, was lavish in praise of the Hungarians who had fought alongside the Bolsheviks in some of the most decisive battles of the Civil War. Mikoyan mentioned, in particular, the contributions of Bela Kun and Mate Zalka, and concluded that the unity manifested by Hungarian and Soviet revolutionaries was now a sacred tradition:

We are grateful to the Hungarian people (because) their sons... took part in our revolution—in the October revolution of 1917. Of the Hungarian workers placed by destiny in Russia during those days about 100,000 took part in the revolutionary fights to help win and defend Soviet power. They knew full well that when they fought for that revolution, they fought for their own revolution, because that revolution marked the beginning of the revolutions of other peoples. Hungarian fighters fought in Moscow for Soviet power, and... Hungarian fighters rest in the common grave in Moscow's Red Square. We remember them with respect and gratitude. Hungarian revolutionaries fought with Soviet fighters in Petrograd, Baku and Siberia, in many partisan units, and in the armies of the legendary generals of the civil war... Hungarian fighters were found where the greatest and cruelest battles were fought for the defense of Soviet power...

Bela Kun, the first chairman of the Hungarian Council's Republic, was an outstanding internationalist and general. In the USSR, in Russia, he was a member of the Revolutionary Council of the Southern Front. He was the first chairman of the Crimean Revolutionary Council. I first met him in Baku in September 1920, when the congress of Eastern people was convened at the Comintern's initiative. He had returned from Hungary where the revolution had been crushed a short time before. But when he spoke, there was no despondency in his voice, but great zeal and enthusiasm. He spoke in Russian, bro-

ken Russian, of course, but everybody understood him when he said: "Comrades, the revolution, the proletarian revolution, will again come alive in white Hungary also". And it came alive in 1945.

Mate Zalka, commander of the First International Regiment and a gifted Hungarian writer, was also an outstanding general. For his heroism, he had the honor of receiving from the hands of Lenin himself a gold-hilted dagger and sword... Lenin recognized in him a great revolutionary and a great general. Later, Mate Zalka gave further proof of his heroism in Spain... Zalka became known all over the world under the name General Lukacs when he fought in Spain in the International Brigade shoulder to shoulder with Soviet officers, among whom was Comrade Malinovsky. That was also a brilliant example of proletarian internationalism... All this testifies to the unity of Hungarian and Soviet revolutionaries. This unity was manifested everywhere; it was needed in our land, and in other lands. This is a magnificent link, a sacred tradition, and we must watch over it. (Radio Budapest, April 3, 1965.)

While Mikoyan's rhetoric about "a magnificent link" hardly seems applicable to a country which rose in revolt against communist domination in 1965, his allusion to the close bond forged between Hungarian and Russian revolutionaries during the Bolshevik struggle for power was historically accurate. At that time, large numbers of Hungarians were in Siberian prison camps, having been captured by the Russian in the course of the First World War. In 1917, out of a total of 700,000 prisoners-of-war, were about 550,000 who had survived the incarceration. Put to work in the factories and fields, the prisoners came into contact with Russian workers and peasants, sympathized with their plight and became involved in the turbulent atmosphere of impending revolution. Among the prisoners were leftist intellectuals, social democrats, trade unionists and Marxists who opposed the Czarist regime. When the conflict broke out, about 100,000 Hungarian officers and soldiers joined the political and military cadres of the Bolsheviks. Indeed, it was the Hungarians who provided the Bolsheviks with their strongest foreign support. At least two Hungarians were among the Russian

PED THE BOLSHEVIKS

OVACS

workers who stormed the Winter Palace; Hungarian Red Guard units participated in the establishment of Soviet control in 16 cities; and in many local Soviet councils, Hungarians served as officials and organizers.

THE BIRTH OF HUNGARY'S COMMUNIST MOVEMENT

Among the prisoners in Tomsk, Siberia was Bela Kun, a former clerk in the Workers' Insurance Bureau in Transylvania, who became the founder of Hungary's communist party. Kun, a quick-witted Austro-Hungarian army reserve lieutenant captured in 1916, first came to the attention of the Bolsheviks when he and a number of colleagues took over as spokesmen for the enlisted men in the camp in a protest concerning the distribution of packages sent through the International Red Cross. Until that time, the officers, as a matter of military protocol, had taken first pick and appropriated the best parcels for them-

selves. Kun and his friends demanded equitable distribution of the packages, as well as other changes in the camp rules, such as compensation for performance of orderly duties and the introduction of a welfare system which would serve all prisoners, regardless of rank or nationality.

From that point, Kun moved swiftly into the center of Bolshevik ranks. He and his group approached the local Soviet council and received permission to leave camp and live in the city. He soon became a member of the council's executive committee and was put in charge of issuing passes to prisoners of war, a position that gave him considerable power. The released prisoners, known as the Tomsk group, became the core of Hungarian Red Guard units.

Kun's next important move was to Petrograd, where he joined the International Propaganda Department of the Commissariat for Foreign Affairs, headed by Karl Radek, and published a Hungarian-language propaganda journal *Nemzetközi Szocialista* (International Socialist) for clandestine distribution among Hungarian soldiers fighting on the Ukrainian Front. Both in



Investment mania (our sacred cow)... and inflationary tendencies (its products).
POLITIKA (Belgrade)

Petrograd and Moscow, where he soon became the most influential foreign socialist to throw in his lot with Bolsheviks, Kun organized the POWs into a tight communist group and with the help of close associates established the Hungarian Group of the Russian Communist (Bolshevik) Party, the first affiliation of its kind. On November 4, 1918, the Group changed its name to Communist Party of Hungary. Within ten days, Kun and eight colleagues were on their way back to Hungary disguised as army surgeons returning from a POW camp. They arrived in Budapest on November 16 and immediately set into motion the events which carried Hungary to the proclamation of the Dictatorship of the Proletariat of March 21, 1919.

After 133 days of Bolshevik terror, the Hungarian Soviet Republic collapsed on August 1, 1919. Under a diplomatic safe-conduct pass, Kun made his way to Vienna, where he was detained for six months and then deported to the Soviet Union by the Austrian government. He joined the Bolshevik Party and was assigned to the Southern Revolutionary Front in the Crimea as a political commissar.

As a footnote to this chapter of history, it should be noted that even during Kun's brief rule the Hungarian units were not permitted to return home. Used as assault troops during the Civil War (for which they were shown little mercy by White Army units), they were also assigned to the dirtiest non-combat jobs—dispossessing "kulaks," forcing peasants into collectives, fighting riots and requisitioning food.

For almost two decades, Kun occupied a prominent place in the communist hierarchy. He was elected a member of the Comintern in 1921, and worked in the Secretariat until 1936. He then disappeared—a victim of the great purges that swept the Soviet Union in 1936-1939. Although he was rehabilitated posthumously in 1965, the sketchy biography of him that appears in the new edition of the Hungarian Encyclopedia contains no information about his death.

OTHER COMMUNIST HEROES

Another former POW, Mate Zalka, became famous as a commander in the Red Army. His Red Guard units fought in the battles near Krasnoyarsk in 1919 and in the Crimea in 1920. When the Bolsheviks took power, Zalka turned to literature. Apart from producing a number of obscure works, he functioned as a director of a state publishing firm and subsequently was appointed director of the Moscow Revolutionary Theater. With the outbreak of the Spanish Civil War, however, he abandoned the "artistic" life. Under the name General Paul Lukacs, he became a commander of one of the international brigades and died in the Battle of Teruel on June 11, 1937.

Less flamboyant but by no means insignificant was the role played by Jenő Varga, a well-known socialist and professor of economics at Budapest University, who contributed to the shaping of the Soviet economic system. In Kun's short-lived Hungarian Soviet Republic, Varga held the post of Minister of Finance and then Chairman of the Higher Economic Council. When the "Republic" collapsed, he emigrated to the Soviet Union where, under his new name, Yevgeniy Samoycovich Varga, he became director of the Institute of World Economics and World Politics affiliated with the Soviet Academy of Science. As chief editor of the publication, *World Economy and World Politics*, and as the author of a number of books, he delivered authoritative pronouncements on the nature of capitalism and its inevitable doom.

In 1946, however, Varga reversed his views on the subject. In a series of lectures, published in 1947 under the title, *Changes in the Economics of Capitalism as a Result of World War II*, Varga argued that through concessions to workers, capitalism had shown itself to be flexible enough to undergo evolutionary development. For this analysis, he came under severe criticism. Soviet spokesmen accused him of "objectivism," "reformism," and "neutrality" in the conflict with bourgeois theory. He was charged with failing to understand Marxism-Leninism, inadequate self-criticism, and isolating himself from Soviet reality. (Stalin himself condemned Varga's views in a 1952 booklet.)

Varga lost his posts and his book of lectures was banned. The World Institute ceased to function and was replaced by *Problems of Economics* the periodical which, ironically, was the first to publish Liberman's unorthodox views on the need for a fundamental reorganization of the Soviet economy along more "capitalist" lines.

It was only after Khrushchev came to power and launched his policy of "peaceful coexistence" that the charges against Varga were scrapped. In 1954, he was awarded the Lenin Order and the Stalin Prize. When he died in 1964, he was honored as one of the nation's leading economic thinkers.

THE UNITY OF 1967

The bonds between the Hungarian and Soviet communist parties are today as tight as they were a halfcentury ago. Janos Kadar, who rules Hungary solely because of Soviet support, has shown his gratitude by faithful adherence to Moscow-formulated policies and by repeated public assertions of Hungary's eternal alliance with the USSR. Throughout 1967—the 50th anniversary year of the Bolshevik revolution—efforts have been stepped up to underscore the ties between the two parties which have existed from the

beginning. On February 15, the Central Committee praised the ideals of the "great October Revolution," listing the means by which the party intended to commemorate it. "National organs," the resolution said, "should stage exhibitions depicting the development of the Soviet Union, should publish scientific and popular informative and literary works, and should present outstanding Soviet films, plays and musical works. The press, radio and television should commemorate the anniversary in a fitting way... Let more and more people become acquainted with the life of the Soviet Union, its political, economic and cultural achievements, and the role of the world's first socialist country in the world today; make known our common goals and common struggle for peace and socialism; illustrate the development of Hungarian-Soviet relations and the part they play in the life of our people..." (Radio Budapest, February 15, 1967.)

Since the beginning of the year celebrations of the anniversary have included group tours to the USSR (about 15,000 Hungarians went there on vacation), numerous exhibits of Soviet achievements,

evenings devoted to Soviet culture (for the first time Soviet poetry readings were given before large audiences) and joint Soviet-Hungarian ventures in book publishing and production of films and TV documentaries. One of the films, scheduled to premiere on November 7, is entitled *The Internationalists* and focuses on Hungarians who fought in the Red Guard units during the Civil War. Another film has *Mate Zalka* as its hero. Presumably to add flavor to the celebrations, there will be, in addition to the usual labor competitions, a contest to determine which of the cultural programs staged in honor of the celebration was the best. However, while large numbers of Budapest residents may turn out to see the Soviet space ship *Vostok I* at the exhibit showing *Fifty Years of Soviet Science and Technology*, this hardly provides evidence of Soviet-Hungarian friendship. And while Kadar may believe that "among our foreign political relations fostering and developing the closest cooperation with the Soviet Union... is of special importance to us," the Hungarian people probably have somewhat different hopes concerning Hungary's place in the world.

LBJ WILL NOT SEEK RE-ELECTION, ORDERS UNILATERAL DE-ESCALATION

Washington, April 1

President Johnson stunned the nation and the world last night by announcing "I shall not seek and will not accept, the nomination of my party for another term as your president". Johnson said he reached this conclusion because "with America's sons in the field far away, with America's future under challenge here at home, with our hopes—and the world's hopes—for peace in the balance every day, I do not believe that I should devote an hour of my time to any personal partisan causes or to any duties other than the awesome duties of this office". In the early part of the 40-minute talk he disclosed that the United States would unilaterally scale down the fighting in Vietnam, including a partial halt in the bombing of the north.

The President told the nation that all bombing would be stopped except in the area immediately north of the Demilitarized Zone.

TO GET TALKS STARTED

Johnson said the de-escalation was designed to get Hanoi to talk peace.

Johnson called on the United Kingdom and the Soviet Union, as co-chairmen of the Geneva conferences, to take all "possible action to post toward genuine peace in Southeast Asia" in view of the U.S. stepdown.

At the same time, Johnson called on President Ho Chi Minh of North Vietnam "to respond

positively and favorably to this new step toward peace".

"But if peace does not come now through negotiations, it will come when Hanoi understands that our common resolve is unshakeable and our common strength is invincible", Johnson said.

NO DOUBTS

Although the language in his speech was clear, some questions were raised about such possibilities as a draft and Johnson sought to lay these at rest by telling newsmen later that his decision to withdraw is "completely irrevocable".

In an informal news conference shortly before midnight, Johnson said his health is "perfect, never better" and that was no factor in his decision.

He added he has no plans for what he will be doing after next January when his term ends.

Johnson said he received many phone calls and some messages from abroad after the broadcast but declined to go into their contents.

Throughout these passages, Johnson lamented that "there is division in the America house now" which he argued imperils the future of the land.

There were tears glistening in Johnson's eyes as he made his surprise announcement.

He did it calmly, tapping his desk occasionally in emphasis, with the eyes of his family

fixed on him. Mrs. Johnson was there, daughters Lynda and Luci, and Luci's husband, Patrick Nugent.

Mrs. Johnson, in a bright red suit trimmed in blue, had a slight smile on her face for the finale and rushed over to throw her arms about her husband when the broadcast ended.

Lynda, in navy blue, hurried up with misty eyes and gave her father a kiss on the cheek.

UNITY ABOVE ALL

"Whatever the trials and tests ahead", he said, the ultimate strength of our country and our cause will lie not in powerful weapons or infinite resources or boundless wealth — but in the unity of our people.

"This I believe very deeply". Johnson said that throughout 37 years in public life, I have put the unity of the people first, ahead of any divisive partisanship".

Johnson asserted that "it is true that a house divided against itself—by the spirit of faction, of party, of region, of religion, of race — is a house that cannot stand".

Declaring that the American house now is divided Johnson said.

"Holding the trust that is mine — as President of all the people — I cannot disregard the peril to the progress of the American people and the hope and prospects of peace for all peoples. I would ask all Americans—whatever their personal interest or concern — to guard against divisiveness and all its consequences".

Around the world, reaction to Johnson's announcement, included shock, bitterness, doubt and relief. Many Americans agreed it was Johnson's finest hour. Outside the White House during the night several young men carried signs reading "thanks LBJ", and their meaning was made clear by another sign reading "this is the first decent decision Johnson has made".

Still awaited is the reaction—to Johnson's

political decision and the decision to halt the bombing—of Hanoi and Perkin.

Many avowed political and private opponents of Johnson expressed admiration at his political decision. They regarded it as one in which he put world peace and national unity before private ambitions and pride.

A VERY GREAT PATRIOT

Such backers of Johnson as Rep Spark Matsunaga felt Johnson had made "the ultimate sacrifice for world peace". Such critics of Johnson's Vietnam policy as Sen. J. William Fulbright viewed the decision as "an act of a very great patriot.

The overwhelming congressional reaction was summed up by Sen. Jacob K. Javits, R-NY, who said "in such a grave hour of war and national doubt the President has lifted the presidency to its proper place — far away from politics".

The New York Times said Johnson's decision "reflects the profound malaise that the people in every part of this country are experiencing as a direct result of the division over the Vietnam war, increasingly embittered race relations and a dangerously haphazard and external economy".

UNDER CONSIDERATION

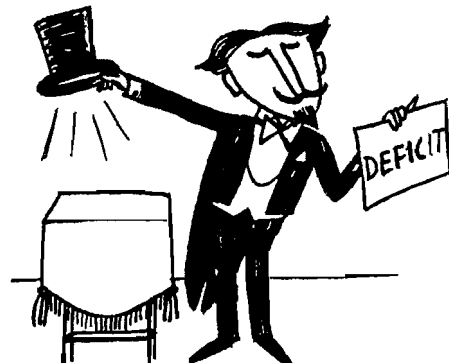
Merriman Smith, the UPI White House correspondent, reported today that Johnson's decision was not as precipitate as it seemed.

Johnson and his wife, Lady Bird, had been talking about it for at least two years, perhaps more. Johnson apparently began giving intensive consideration to the possibility of not running last fall.

Such a statement was in Johnson's pocket on the night of Jan. 17 when he delivered his 1968 State of The Union message to a joint session of Congress. He decided not to use it lest his announcement should endanger his legislative recommendations.



Some trick



Ludas Matyi (Budapest)

A propos du . . .

RETARD TECHNOLOGIQUE EUROPÉEN

Le livre récemment paru de M. Jacques Servan Schreber, « Le défi américain » a fait beaucoup de bruit en Europe. On sait que l'auteur dénonce le danger que présente pour notre continent le retard où il se trouve par rapport aux U.S.A. dans le domaine de la technologie, principal facteur d'hégémonie dans le monde futur. Encore que l'opinion publique européenne soit relativement peu préparée à s'incliner devant l'importance de la technique et à lui donner la place qui lui revient dans l'organisation de la société de l'avenir, il n'échappe à personne que c'est là une carence que nous pourrions payer cher. L'agitation généralisée dans les universités européennes montre bien que les jeunes sont parfaitement conscients de l'insuffisance de la préparation qu'on leur offre pour affronter les tâches qu'ils auront à remplir. Et il est superflu de souligner le malaise dont souffrent nos industries incapables de résoudre, isolées, les problèmes de compétitivité que les imminents progrès de l'énergie nucléaire aux U.S.A. vont bientôt leur poser. A propos de cette question brûlante d'actualité nous empruntons à la revue L'Européen (n. 82-83) ces observations du député italien Mario Pedini, rapporteur à l'Assemblée parlementaire européenne.

Rôle et importance de la technologie

Point n'est besoin d'insister sur le rôle et l'importance de la technologie dans les économies hautement industrialisées. Il suffira de rappeler que la suprématie de l'économie américaine, la supériorité de son rendement, sa situation à la pointe du progrès technique sont en premier lieu le résultat d'une organisation politique optimale: un espace continental est dans son ensemble soumis à un régime politique uniforme. Bref, la suprématie américaine dérive du fait que la majeure part du continent nord-américain constitue un Etat.

Selon les estimations de certains économistes américains, la croissance de l'économie américaine est due, à concurrence de 60 à 80%, à des efforts de renouvellement; dans l'aéronautique et l'industrie spatiale, ce pourcentage est même de 90 à 95%. Les crédits affectés à ces opérations se montaient en 1962, aux Etats-Unis, à plus de 17,5 milliards de dollars et dépassaient de loin ceux que la CEE y a consacré (3,2 milliards de dollars). Même si l'on y ajoute les dépenses auxquelles la Grande-Bretagne a consenti en matière technologique et qui, comparées à celles des Etats membres, sont relativement élevées (à l'heure actuelle elles atteignent, à elles seules, au dire d'un ministre britannique, 7% des dépenses globales de la Communauté), le total pour 1962 ne s'élève qu'à

5 milliards de dollars. Même si on considère que le pouvoir d'achat du dollar aux Etats-Unis ne correspond pas à son taux de change par rapport aux devises dures européennes, l'écart en chiffres absolus demeure impressionnant. Or, le décalage est plus important encore du fait que les conditions politiques dans lesquelles les recherches s'effectuent ne sont pas les mêmes de part et d'autre de l'Atlantique. La supériorité que les Etats-Unis ont sur l'Europe n'est pas d'ordre quantitatif. La population des Etats-Unis, qui comptent 195 millions d'habitants, dépasse de quelque 10 millions seulement celle de la CEE. En revanche, le revenu social brut des Etats-Unis qui, en 1965, était de presque 700 milliards de dollars, représentait plus que le double de celui de la CEE qui atteignait à peine les 300 milliards.

Nécessité d'une volonté politique commune

Une coopération entre Etats nationaux n'aboutit pas aux mêmes résultats et ne saurait, pour nous Européens, servir de solution de rechange. La recherche des moyens financiers énormes que requiert la réalisation de projets scientifiques et technologiques modernes détermine le développement économique ainsi que les budgets nationaux pendant de longues années, sinon des dé-

cennies, et la durée des engagements qu'impose cette réalisation dépasse souvent celle du gouvernement de l'un ou l'autre Etat membre.

Des engagements à si long terme ne peuvent donc naître que d'une volonté politique commune et, surtout, n'être assumés que grâce à celle-ci. Si les Etats participant à la mise en oeuvre d'un même programme se montrent jaloux de leur souveraineté, si leur développement économique, social et politique suit des voies divergentes, aucune continuité ne peut, à long terme, être convenablement assurée dans l'exécution de ce programme. Toute modification des conditions économiques aussi bien que sociales et politiques (à la suite d'un changement de gouvernement, par exemple) a nécessairement des répercussions négatives comme en témoignent les tentatives de coopération technologique déjà faites à ce propos en Europe. (Il suffit de rappeler les vicissitudes que connaissent des entreprises menées conjointement par plusieurs Etats, tels que les projets « Concorde » et « Eldo ».

Un secteur qui

englobe tous les autres

Ce n'est pas une question de bonne ou de mauvaise volonté. Comme le rapporteur du Parlement européen, M. Catroux, l'a déclaré l'année passée, il est inévitable que des programmes de cette ampleur agissent en profondeur sur l'action de chacun des gouvernements intéressés; la capacité d'agir de chacun d'eux est ainsi affectée, d'une manière indirecte certes, mais lourde de conséquences, sur le plan de la politique économique, de la politique sociale et de la politique de défense... En principe, ce problème ne diffère guère de celui qui se pose à propos de n'importe quel accord international; néanmoins, dans ce cas particulier, il se pose avec plus d'acuité, car l'engagement suscité touche au secteur de la plus haute importance pour la politique économique, et peut-être même pour la politique étrangère et pour la politique de défense.

Dans la situation présente, le succès d'une coopération étroite dans le domaine de la politique de la recherche et de la technologie est certainement lié à des facteurs relevant de la politique étrangère et de la politique de défense. A défaut d'une politique de défense concertées pour la durée des grands programmes technologiques, toute tentative de coopération technologique d'im-

portance en Europe occidentale sera marquée par le doute quant au point de savoir si l'accord initialement réalisé sera respecté par tous les partenaires pendant toute la durée de la coopération.

Tout cela apparaît encore plus grave si l'on songe que la coopération communautaire dans le domaine technologique est seulement la phase préparatoire à une coopération plus vaste et toujours plus urgente: celle qui doit unir les peuples de la Communauté européenne dans la construction, du moins dans les principaux secteurs d'industries et de services de type communautaire.

Cette coopération en effet est la seule voie qui puisse mener à une économie communautaire, une voie qu'il convient d'emprunter au plus tôt car on ne peut réaliser l'intégration douanière ou libéraliser les échanges dans la Communauté en maintenant simultanément les industries aux dimensions des marchés nationaux.

Le traité prévoit les fusions de sociétés et les moyens juridiques propres à favoriser le phénomène de l'association et l'harmonisation qui doit en résulter sur le plan des législations.

Ce processus de l'association est donc l'objectif vers lequel doit présentement tendre l'intégration de la CEE.

Coopération technique

au niveau communautaire

La coopération technique au niveau communautaire est donc à la fois la condition et la pierre de touche de cette intégration économique et industrielle; d'où sa valeur fondamentale également dans le contexte politique de la CEE, d'où aussi son rôle en tant que terrain d'essai pour la coopération entre la CEE et d'autres zones européennes avec lesquelles nous espérons pouvoir un jour nous unir.

L'objectif principal vers lequel nous devons tendre est une Communauté européenne capable d'agir tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur, ayant le sens de ses responsabilités, apte à nouer des alliances mais ne dépendant pas de ses alliances. C'est en fonction de cet objectif que l'on doit rechercher aujourd'hui les moyens et les procédures appropriés, c'est en fonction de cet objectif que l'on doit traduire en termes positifs la crise politique de croissance que traverse la CEE à l'heure actuelle.

Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

Les mesures d'austérité prises par le gouvernement en janvier ont été reçues avec scepticisme et résignation par le grand public. La misère que l'Angleterre doit subir chaque fois qu'elle est gouvernée par les Travaillistes fait maintenant partie de l'expérience historique moderne du peuple et par conséquent, personne ne pense qu'il pourrait y avoir autre chose que l'on devrait attendre de l'équipe de M. Wilson.

Les Britanniques savent que leur pays est continuellement tenu en échec par les éléments communistes et affilié des syndicats et la triple hypothèque mise sur la vie industrielle, commerciale, administrative et politique du pays par: a), le népotisme exercé au nom des soi-disantes traditions destinées à promouvoir partout et sous les formes les plus variées des hommes qui autrement n'auraient aucune place dans la vie publique; b) le besoin de placer d'anciens politiciens, serviteurs des partis politiques à la retraite, dans des positions rémunératrices; c) l'abandon de toute discipline publique dans les rapports entre le capital et le travail afin de sauvegarder, en lâchant du lest, un ordre qui convient à la minorité des porteurs de « cravates traditionnelles », des « fils du peuple » intégrés à l'ordre traditionnel et des politiciens actifs qui disposent d'équipes ministérielles tout faites, mais sans aucune programme de gouvernement.

C'est pourquoi, l'apathie et la résignation sont les seules réactions du public britannique. Le mal, comme d'ailleurs la solution, se trouve dans le système de gouvernement et dans la structure de l'entreprise industrielle et commerciale du pays aussi bien que dans les rapports entre le capital et le travail. C'est un système d'ensemble qui dans le langage des politiciens s'appelle « TRADITION », une forme de vie et de gouvernement qui fonctionnait si bien au XVIIIe siècle, à peu près bien dans le siècle passé et qui de nos jours sépare tragiquement l'Angleterre de l'Europe et l'immobilise sans espoir. Faute de pouvoir comprendre la situation, faute de formule nouvelle, les politiciens utilisent cette « TRADITION », à tour de rôle, comme instrument de pouvoir et source d'inspiration pieuse. De là, la néces-

sité de tout gouvernement britannique de placer des hommes sûrs dans les postes-clés et de laisser champ libre aux agitateurs d'extrême gauche, au dérèglement social et à l'anarchie industrielle et économique. C'est une soupape d'échappement qui sauve un pouvoir qui s'exerce à l'heure actuelle pour l'amour même du pouvoir et pour la sauvegarde des privilèges.

Les concessions que M. Wilson vient de faire à la gauche par l'abandon des positions à l'est de Suez revêtent aux yeux de l'homme de la rue la signification sinistre d'un partage du gâteau avec les agitateurs de l'extrême gauche; elle a la même valeur que la nomination d'un rimeur communiste comme poète officiel de la Cour. L'ordre des privilèges proprement dit n'est pas entamé, car dans cette « petite Angleterre » de M. Wilson, l'abandon des positions à l'est de Suez n'est pas le commencement d'une politique nouvelle d'orientation vers autre chose, mais la fin d'une intervention chirurgicale destinée à sauver tout ce qui était privilège dans la Grande Bretagne d'hier. Les mêmes « cravates traditionnelles », les mêmes clubs, les mêmes attaches de famille, les mêmes politiciens retraités, présideront aux destinées de la nation et dans un an ou deux, il y aura un autre « effort héroïque » pour sauver le peu qu'il en restera, à moins que la Communauté européenne ne s'en charge.

Les « vaches sacrées »

que M. Wilson n'a pas touchées

Dans ses mesures d'austérité, M. Wilson n'a rien fait pour harmoniser les rapports entre le capital et le travail et pour aider à la réorganisation des syndicats britanniques sur des bases démocratiques et nouvelles. Or, nous savons qu'à l'heure même où il délivrait son discours « patriotique », les grèves officielles ou non-officielles battaient leur plein à travers le pays. Il ne l'a pas

fait parce qu'il ne voudrait pas perdre le pouvoir. Sa gauche y veille.

M. Wilson n'a pas osé bloquer les salaires et les prix, chose qui s'imposait, car le redressement économique ne pourra jamais se faire sous l'avalanche des conflits sociaux et des revendications incessantes qui caractérisent maintenant la vie sociale et industrielle en Angleterre.

Lâchant du lest, il se propose de disloquer le système de défense à l'est de Suez, mais il n'a pas osé supprimer l'aide aux pays africains et asiatiques y compris à ceux qui ont rompu les relations diplomatiques avec l'Angleterre. Il ne l'a pas fait parce que sa politique n'est pas politique sincère de réorientation vers un rôle européen, mais une entorse tactique qui garde en réserve la clientèle nécessaire à une grandeur politique qu'il espère faire financer par la prospérité qu'un jour l'Angleterre réaliserait grâce à la Communauté européenne d'où les Français et leurs amis seraient exclus.

Cette politique impérialiste, cette prise de position vis-à-vis du monde africain et asiatique destiné à contribuer figurativement à la gloire mondiale de l'Angleterre, est bien confirmée d'ailleurs par le refus de vendre l'armement nécessaire à l'Afrique du Sud pour le maintien d'une base que l'Angleterre elle-même utilise avec bénéfices, et par la continuation absurde de la guerre économique contre la Rhodésie.

Quant au système de « bien-être » gratuit pour tous, en dehors du paiement des ordonnances médicales, paiement dont trop de catégories sont exemptes, M. Wilson n'a pas touché aux gratuités absurdes concédées sans discrimination à tout le monde, pour les consultations médicales; il n'a pas touché, non plus, aux allocations de chômage versées aux retraités des professions libérales et des cadres qui jusqu'à l'âge de 65 peuvent encore être considérés chômeurs malgré leur retraite.

Enfin, ces mesures d'austérité de M. Wilson n'ont rien fait pour l'attribution des H.L.M. seulement aux nécessiteux: en Angleterre, les familles prospères peuvent encore bénéficier d'un H.L.M. si elles veulent. Les repas servis aux élèves restent toujours subventionnés par l'Etat en raison de 3/5, et riches ou pauvres, les parents de ces élèves ne dépensent rien pour l'instruction de leurs enfants, pour leurs livres ou leurs cahiers.

Ce sont seulement quelques « vaches sacrées » que M. Wilson n'a pas touchées et le

caractère de ce « vaches » montrent parfaitement que le gouvernement travailliste n'a pas pris les mesures nécessaires à une réorientation réelle de l'économie nationale, mais a fait quelque chose pour tranquilliser les créanciers étrangers en attendant un miracle. Ce miracle, devrait venir de Bruxelles ou bien de Washington.

Et maintenant... l'Europe!

Il est dans la tactique du gouvernement travailliste et de la presse qu'il contrôle ou influence de tourner tout échec en victoire et de prêter à ses manœuvres politiques bon marché une signification dramatique et glorieuse. C'est ainsi que le Daily Télégraph du 17 janvier annonce les mesures d'austérité du gouvernement sous ce titre sensationnel: « La Grande-Bretagne se confine dans son rôle européen ».

Le miracle s'est donc accompli en trois quarts d'heure, temps qui a fallu à M. Wilson pour annoncer au pays qu'il venait de partager le gâteau selon la nécessité du jour et qu'il venait par conséquent, de lâcher du lest pour sauver son gouvernement.

En effet. M. Wilson ne pouvait par toucher au système de « bien être » universel et gratuit pour tous, si cher à sa gauche. M. Wilson sait que si cette gauche ne compte qu'une cinquantaine de députés aux Communes, elle est beaucoup plus forte dans le pays, dans les organisations locales du parti travailliste et dans les syndicats qu'elle mène pratiquement à coups de trique. C'est pourquoi, il a préféré lâcher du lest, mais il s'est bien arrangé pour que la presse présente cette opération de sauvetage du parti travailliste comme une réorientation de l'histoire anglaise vers l'Europe. Bref, l'Angleterre, en abandonnant ses positions à l'est de Suez, en disloquant des systèmes de défense qu'elle avait elle-même formés sur la confiance de ses alliés, annule d'un seul coup sa politique traditionnelle anti-européenne, sa structure insulaire et les attaches américaines dont elle était si fière et devient un pays qui a un rôle européen, ce qui veut dire qu'elle en avait un en dehors de celui de maintenir le status quo, de diviser, de se ranger tantôt avec la Turquie tantôt avec la Russie ou avec les Habsbourg pendant plus de deux siècles. A l'heure où la presse annonce cette généreuse retraite au rôle européen, la diplomatie de M. Wilson s'attache en Europe à diviser les Six, mène

LA FEDERATION INTERNATIONALE DE LA PRESSE PERIODIQUE

De nombreux lecteurs ont vivement apprécié l'article documentaire de M. Beniamino Olivi que nous avons emprunté à la revue L'EUROPE EN FORMATION et publié dans les numéros de janvier, février et mars du "Bulletin Européen" sous le titre LA PRESSE ET LE MARCHÉ COMMUN. Nous commençons donc ici, dans le même ordre d'idées, la publication de l'historique de la FEDERATION INTERNATIONALE DE LA PRESSE PERIODIQUE.

C'est à Paris en 1925 que la Fédération Internationale de la Presse Périodique a été fondée. Un Congrès International avait été convoqué dans la capitale française par Monsieur Hyppolite Mounier assisté de son Secrétaire Monsieur Urbain J. Thuau qui devait rester pendant 40 ans jusqu'à sa mort en 1965 son Secrétaire-Général-Fondateur. C'est ainsi à l'occasion de ce Congrès que Paris fut choisie comme siège de la Fédération et que Monsieur Mounier fut élu Président.

Un an plus tard fut tenu le 2e Congrès International à Rome sous la présidence du regretté Ettore Andreis (Italie).

En 1927 eu lieu le 3e Congrès à Berlin sous la présidence d'Eric Greiffenhagen qui chassé d'Allemagne par l'Hitlérisme est devenu plus tard citoyen américain.

L'année suivante — en 1928 — c'est Genève qui a vu se tenir le 4e Congrès sous la présidence du Dr. Giovanoli. C'est à l'occasion

de ce Congrès que des contacts fructueux furent pris avec la Société des Nations et le Bureau International du Travail.

Le 5e Congrès eut lieu à Barcelone et Madrid en 1929 sous la présidence de Senor T. Colomina Cases qui est aujourd'hui encore à l'âge de 84ans Président de l'Asociacion Espanola de la Prensa Periodica y Tecnica et qui s'est chargé d'organiser le prochain Congrès — le 16e — en Espagne.

Le 6e Congrès fut tenu à Bruxelles et en 1933, le 7e à Vienne, le 8e à Varsovie et le 9e sous la présidence d'Auguste Bosc à Paris en 1937.

Le 10e Congrès devait se tenir à Berlin en 1939. Mais cette manifestation n'eut pas lieu, c'était la guerre. Depuis cette date la Fédération s'était mise en veilleuse. Toute activité restait suspendue jusqu'en 1947. C'est en Novembre 1947 que grâce à l'ardeur et l'indomptable énergie de M. Thuau des premiers contacts ont été pris pour remettre sur pied cette Fédération.

Une réunion d'information tenue en novembre 1947 à Paris réunissait à côté de quelques éditeurs français, autrichiens, danois et suisses, de nombreux autres observateurs. Un Comité Exécutif provisoire se constituait et un an plus tard en septembre 1948, une séance du Comité Exécutif réunissait les délégués de l'Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Pays-Bas, Suède et Suisse. Comme Président du Comité Exécutif on désignait Monsieur G. Fourmond (France). Il fallait attendre jusqu'en 1950, l'organisation du 10e Congrès, qui fut tenu à Paris sous la Présidence d'Honneur du Président de la République Française Vincent Auriol.

(suite de la p. 14)

une guerre froide contre la France et cherche une solution de regroupement de l'Europe occidentale avec une administration anglophone et attend le miracle américain. Pour M. Wilson des bases militaires en Europe et quelques traités de collaboration technique avec deux ou trois pays, suffisent amplement pour se proclamer puissance jouant un rôle exclusif européen. A ce titre, les Etats Unis sont plus européens que l'Angleterre et l'Angleterre elle-même est encore plus asiatique et plus africaine que tout autre pays européen. Seulement, le divorce qui existe à l'heure actuelle entre gouvernement, presse, politiciens et parle-

ment d'un côté et la nation d'un autre, aide les Britanniques à rester lucides malgré tous les efforts de lavage de cerveau auquel ils sont soumis. Les Britanniques ont compris depuis longtemps que leurs députés représentent, à peu d'exceptions près, leur parti aux Communes; il savent aussi que le premier souci des politiciens au pouvoir est de se maintenir, eux et leurs affiliés, et qu'en ce qui concerne le sort de l'Angleterre, il est confié au miracle, à l'illusion et à l'emprunt à l'étranger. Nul n'est dupe sur les vraies raisons de la retraite que le gouvernement travailliste s'apprête à opérer à l'est de Suez: il fallait tranquilliser les créanciers étrangers et ne pas allumer la gauche. C'est aussi simple que cela.

A cette époque 13 pays avaient adhéré à la Fédération et de 23 pays, des délégués étaient venus assister aux assises de ce Congrès. C'est à l'occasion de ce Congrès que fut présentée l'Asociacion de la Prensa Tecnica Argentina, qui avait été fondée quelques mois plus tôt par Monsieur F. A. Rizzuto.

C'est 3 ans plus tard que Bruxelles (Belgique) vit sous la présidence de Monsieur Marcel Beaufays, le 11e Congrès de la Fédération. C'est à l'occasion de ce Congrès que la Fédération s'est transformée en Fédération Internationale de la Presse Périodique englobant aussi bien les publications techniques que les revues d'intérêt général.

En 1956 le 12e Congrès s'est tenu à Copenhague (Danemark) et le 13e en 1960 à Berlin, suivi de celui de Paris au Palais de l'UNESCO en 1962 et celui de Rome en 1965, où l'actuel Président, Fédéral, Monsieur Giorgio Mondadori, de Milan, a été élu.

MEMBRES DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DE LA PRESSE PERIODIQUE

Allemagne: Verband Deutscher Zeitschriftenverleger (VDZ);

Amérique (USA): Magazine Publishers Association (MPA); American Business Press (ABP);

Amérique Latine: Asociacion Latino-Americana de la Prensa Especializada (ALPE); comprenant Brésil, Colombie, Costa Rica, Mexique, Pérou, Uruguay;

Argentine: Asociacion de la Prensa Tecnica Argentina (APTA);

Autriche: Oesterreichischer Zeitschriftenverband;

Belgique: Union de la Presse Périodique Belge;

Canada: Periodical Press Association (PPA);

Ceylan: The Associated Newspapers of Ceylan;

Danemark: Dansk Fagpresseforening;

Espagne: Asociacion Espanola de la Prensa Periodica y Tecnica;

France: Section Française de la FIPP;

Grande-Bretagne: Periodical Proprietors Association (PPA);

Grèce: Section Hellène de la FIPP;

Inde: Indian Languages Newspapers Association;

Israël: SIKAAAT;

Italie: Section Italienne de la FIPP;

Japon: Japan Magazine Publishers Association;

Pays-Bas: Nederlandse Organisatie van Tijdschrift-Uitgevers.

OBJECTIFS

L'objet social de la Fédération Internationale de la Presse Périodique, appelée dans toutes les langues FIPP est conformément aux but de l'UNESCO auprès de laquelle elle bénéficie du statut « d'arrangements consultatifs » de développer l'éducation, la science et la culture par la libre circulation des idées et des informations; protéger les intérêts moraux et matériels de la presse périodique sous toutes ses formes; d'établir entre ses membres des liens internationaux fondés sur une communauté d'intérêts professionnels; accroître leur influence, leur autorité et la connaissance réciproque de leurs activités respectives; fournir à ses membres aide et assistance en toutes circonstances.

Les activités et interventions de la FIPP à travers son secrétariat permanent et ses commissions de travail sont variées et s'exercent sans interruption dans tous les domaines.

D'autre part conformément aux dispositions statutaires de nouveaux membres correspondants font individuellement partie de la FIPP. Ce sont les éditeurs les plus importants d'Allemagne, d'Australie, de Belgique, du Canada, du Danemark, d'Espagne, de France, de Grande Bretagne, de l'Inde, d'Italie, des Pays-Bas, des USA qui se sont affiliés directement à la Fédération.

ORGANES

La FIPP agit en vertu des statuts actuellement en vigueur par trois organes:

1) *L'Assemblée Générale*: Elle se réunit en principe tous les deux ans à l'occasion d'un Congrès International de la Fédération. C'est elle qui fait connaître les grandes options générales de la FIPP et elle seule peut procéder à des modifications de statuts. Elle est composée des délégués officiels des Sections affiliées à la FIPP.

2) *Le Conseil Fédéral*: Il est composé

a) avec voix délibérative:
— des membres de droit, c'est-à-dire des délégués officiels des Sections Nationales; (ce sont en général les présidents des Sections).
— des membres du Comité Exécutif, élus par ce même Conseil.

b) avec voix consultative: membres d'honneur et conseillers techniques, les présidents et rapporteurs des Commission de Travail.

3) *Le Comité Exécutif*: composé de 7 membres, élus par le Conseil Fédéral.

Entre deux réunions de l'Assemblée Générale toutes les décisions affectant la vie de la FIPP sont prises par le Conseil Fédéral, qui se réunit tous les ans. Entre deux réunions du Conseil Fédéral le Comité Exécutif qui se réunit tous les deux mois administre la Fédération.

(à suivre)

Congrès de l'Union Européenne à Cologne

POUR UNIFIER L'EUROPE

L'Allemagne divisée, vrai problème européen

« Après quelques désillusions, la perspective de voir les peuples libres de l'Europe s'unir plus étroitement a de nouveau gagné du terrain... La vigilance et la persévérance nous aideront à aller de l'avant sur la voie d'une unité durable et solide de l'Europe, qui ainsi seulement peut prendre part aux importantes décisions nécessaires au sujet des problèmes qui inquiètent les peuples du monde entier. Des efforts couronnés de succès en vue de l'unité de notre continent servent la paix et partant, constituent la meilleur planification pour l'avenir ».

C'est en ces termes que s'est exprimé le président de la République fédérale d'Allemagne dans la lettre de salutations qu'il envoya au 17e Congrès ordinaire de l'Union européenne allemande à l'occasion de la session qu'elle a tenue à Cologne les 4 et 5 mars. 120 délégués et 550 invités venant d'Allemagne et de l'étranger y ont pris part.

Une "Action Europe 68"

Comme le signala le président de l'Union européenne, lors de la séance d'ouverture, ce congrès doit inaugurer une « Action Europe 68 ». Elle aurait pour but de familiariser l'opinion publique européenne avec le symbole de la monnaie européenne et avec l'exigence de la suppression de tous les contrôles douaniers.

M. Walter Hallstein, ancien président de la Commission de la C.E.E. et actuel président du Mouvement européen, mit l'accent sur les difficultés, mais aussi sur les possibilités d'une intégration politique de l'Europe. Il exhorta à travailler à cette tâche avec persévérance, à ne pas seulement s'accrocher à l'intégration économique, mais à étendre la fusion également à la politique de sécurité et de défense, ainsi qu'à élargir la Communauté du point de vue géographique. Il rejeta le projet français d'un type de défense de l'Europe centrale qui comprendrait les deux parties de l'Allemagne et la Pologne; à son avis, celui-ci signifierait la fin des Communautés européennes.

M. Walter Scheel, président du parti libéral, fit remarquer qu'une paix durable en Europe ne pouvait se réaliser que par l'abolition du morcellement national. La réunification effective de l'Allemagne doit, selon lui, également s'inscrire dans le cadre ou à la fin d'une intégration européenne.

De l'avis de l'écrivain français, Jean-Jacques Servan-Schreiber, l'Allemagne et sa division constituent le véritable problème de l'Europe. Il ne faudrait pas rejeter sur le général de Gaulle l'entière responsabilité de la stagnation de l'Europe, dit l'auteur du « Défi américain », qui est aussi l'éditeur de l'hebdomadaire « L'Express ». M. Servan-Schreiber pense en outre que le nationalisme du général de Gaulle n'est pas une raison pour que les gouvernements des autres Etats européens restent inactifs. Dans les domaines de la technologie, de la politique industrielle et scientifique, on pourrait, dit-il, de concert avec la Grande-Bretagne et d'autres pays européens, entreprendre certaines choses sans attendre leur entrée dans la C.E.E.

En clôturant son congrès, l'Union européenne pressa le gouvernement fédéral de favoriser le développement des Communautés existantes, leur élargissement à d'autres pays et de prendre des initiatives nouvelles dans des domaines auxquels ne s'étendent pas les traités de la Communauté.

Une monnaie commune

Dans ce but, on demande au gouvernement fédéral de faire réaliser des progrès dans les domaines monétaire et technologique. L'intégration économique de l'Europe reste incomplète sans une politique monétaire commune qui exclue le risque des fluctuations de cours. La Commission européenne devrait donc sans tarder mettre sur pied un plan graduel de politique monétaire, sur la base des propositions développées par l'Union européenne, qui déboucherait sur une monnaie européenne commune.

La Journée de l'Europe

La date du 5 mai, jour anniversaire de la création du Conseil de l'Europe, première institution politique européenne, a été retenue en 1965 par tous les Gouvernements européens pour la célébration annuelle de la journée de l'Europe.

Il faudra sans doute un certain nombre d'années et des efforts particuliers de la part de nos Gouvernements pour que cette journée du 5 mai soit célébrée dans chacune de nos villes, dans chacun de nos villages et revête aux yeux des populations le même caractère et la même importance que nos fêtes nationales respectives.

Et pourtant, quelle meilleure occasion avons-nous de témoigner que l'Europe est en marche, que par-dessus les frontières existe déjà un véritable esprit européen, une patrie européenne qui s'expriment notamment par ces symboles: drapeau européen, journée de l'Europe.

Membres du C.C.E., militants européens, nous pouvons regretter certaines lenteurs, certains atteroiements, mais nous devons être convaincus que quelle que soit notre fonction, quelle que soit l'importance de no-

tre commune, nous avons aussi notre part de responsabilité. De nombreux moyens s'offrent à nous chaque jour d'accélérer l'Union Européenne. Toute action européenne que nous négligeons, chaque possibilité que nous n'exploitons pas de permettre aux populations d'exprimer leur attachement à l'Europe est une occasion manquée.

En adhérant au C.C.E., plus de 50.000 collectivités locales ont témoigné qu'elles n'entendaient pas attendre passivement que l'Europe soit ratifiée par les Gouvernements, qu'elles se sentaient responsables pour une certaine part de l'avancement de la construction européenne et qu'elles comptaient mettre tout en oeuvre pour y parvenir le plus rapidement possible. Ce n'est donc qu'un nouveau témoignage de cet engagement européen que nous leur demandons aujourd'hui en les incitant à célébrer la Journée de l'Europe le Dimanche 5 mai 1968 et à y associer le plus largement possible leurs populations.

Henry CRAVATTE

Président

du Conseil des Communes d'Europe.

Comment célébrer la Journée de l'Europe

Pavoiser les édifices publics aux couleurs de l'Europe (cercle de douze étoiles d'or sur fond d'azur).

Organiser des cérémonies de salut au drapeau européen (place de la Mairie ou Monument aux Morts).

Organiser un défilé des enfants des écoles, des organisations de jeunes et d'anciens combattants.

Inauguration de rues, places, écoles, monuments « de l'Europe » ou dédiés aux bâtisseurs de l'Europe.

Faire paraître dès maintenant dans la presse régionale des articles sur la journée de l'Europe pour inciter les maires à la célébrer, et au moment du 5 mai des articles sur la signification et l'importance de la Journée de l'Europe, des institutions européennes, etc.

Remise de prix (autant que possible des livres européens) aux enfants des écoles lauréats de la Journée Européenne des Ecoles.

Manifestations dans le cadre des jumelages de la commune, avec la participation des représentants des communes jumelles.

Exposé dans les écoles sur un thème européen.

Distribution de documentation européenne aux écoliers.

* * *

Nous souhaitons que les communes veuillent bien nous faire connaître de quelle façon elles comptent s'associer à ces manifestations du 5 mai et nous transmettre d'autres suggestions pour associer le plus largement possible la population aux manifestations prévues.

* * *

La Commission des Pouvoirs Locaux du Conseil de l'Europe a décidé de prendre, dès 1968, comme critère majeur pour l'attribution du Prix et des drapeaux de l'Europe, le caractère et l'importance des manifestations organisés par les communes candidates pour la célébration de la Journée de l'Europe.

A travers l'Europe et le monde

minimum

Importance
de se croire
important

Bien sûr il faut aller hors de son pays pour comprendre combien aux yeux du reste du monde il a peu d'importance. C'est ce que constate avec une amertume philosophiquement déguisée le journaliste français Pierre Daninos à qui un nègre demanda, un jour qu'il était à la Jamaïque, si Paris se trouvait sur le continent européen.

Il n'empêche que le premier pays qui déclencherait la bombe atomique, aussi peu important qu'il soit pour les insulaires du Pacifique, le deviendrait d'un seul coup pour toute la planète. Pour être important il suffit de croire qu'on l'est soi-même. Le malheur est que nous sommes trop nombreux à le croire. C'est ainsi — dit encore Daninos — que chacun se croyant le centre du globe, on forge le cœur jaune vert noir des petits Jamaïquiens, le cœur bleu blanc rouge des petits Français et le cœur rouge vif des enfants de Mao.

C'est qu'il faut bien des gens pour faire un monde et que chacun veut porter sa couleur. Mais ne seraient-ils que deux sur la terre, les hommes ne s'en comporteraient pas plus raisonnablement. Dieu, prudent, dota Adam non d'un compagnon mais d'une compagne. Ce qui

leur sauva la vie à tous deux. Mais ils n'en furent guère plus sages.

Savoir déplaire

Parlant d'un grand politique qui ne soulève plus guère de polémique, le roi de France François Ier, le duc de Levis Mirepoix constatait qu'il plut fort à son peuple surtout en raison de l'attraction exercée par sa personne royale. «Les Français — dit le duc — n'ont jamais été reconnaissants à l'homme d'Etat de bonne volonté. Il est difficile de leur en imposer, mais c'est ce qu'ils demandent. La seule politique qui leur plaise, *même s'ils en murmurent*, c'est la politique de prestige ». Et encore: « Une des contradictions les plus constantes de l'esprit français en face du pouvoir, consiste à lui compliquer sa tâche autant que possible, tout en souhaitant de le voir s'affirmer. Le chef qui ne se tire pas à son avantage de cette expérience délicate n'a plus à compter sur le pays. Il ne suffit pas de plaire. *Il faut encore savoir déplaire pour être vraiment écouté* ».

Sans allusion.

Le pétrole russe

L'Italie le paye 8 roubles la tonne, la France 9 roubles 3 kopeks, la Tchécoslovaquie 15 roubles 4 kopeks.

Il n'en faut pas davantage pour illustrer l'excellence de la politique soviétique; du moins en tant que colonialiste.

Car, entre parenthèse, la Tchécoslovaquie a paraît-il construit le pipe-line nécessaire. Mais après tout faut-il blâmer les communistes? Il ne s'agit pas d'exploitation de l'homme par l'homme, mais de l'homme par les lois de l'économie. Etre étranglé par son semblable est intolérable: mais écrasé par un système, quelle jouissance!

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEAVANT GINI

Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME

Tél. 671.260

A B O N N E M E N T S

Italie . . . Lires 2.000

Etranger . Dollars 3,—

Abonn. d'Honneur 5.000

Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

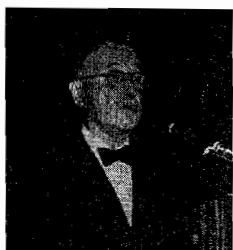
Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E



« Je suis convaincu que tous les hommes, indépendamment de leur couleur, de leur race ou de leur religion, sont les membres d'une même famille humaine et qu'ils doivent apprendre à vivre ensemble comme un seul homme. Il ne s'agit pas d'une idée abstraite: mon expérience pratique durant la guerre, durant la paix et au début de l'unification européenne m'a enseigné que les hommes ne peuvent vivre en paix ensemble s'ils ne s'organisent pas collectivement ».

JEAN MONNET

ont collaboré... Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGSDAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOW SKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMAN-DRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.